

BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>



Édition du 18 octobre 2015

Abonnez-vous : [cliquez ici!](#)

TARIFICATION, OU « IMPÔTS PRIVÉS »

« 50 à 60 millions de dollars. C'est ça que ça pourrait coûter, les frais accessoires. C'est c'qu'a dit le ministre Barrette! »

Mon voisin, dans le métro, disait ça à son ami, avec le regard de celui qui ne sait pas quoi faire avec le problème.

« Pis il a dit que l'gouvernement n'avait pas d'argent, à moins d'augmenter les impôts! »

Cette question de l'augmentation des impôts est une question sensible dans l'opinion publique. Le gouvernement le sait et il s'en sert abondamment.

Faut dire que depuis le temps qu'on nous répète tous les jours qu'on est trop taxé au Québec, faut bien que ça finisse par laisser des traces. « Les Québécois paient trop d'impôts par rapport aux autres provinces. Et c'est encore pire si on se compare aux États-Unis! » Pourtant...

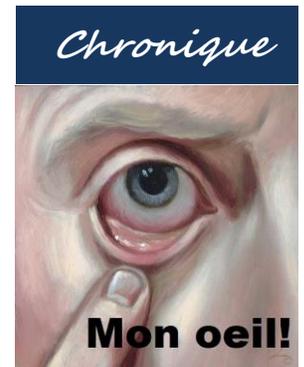
Pourtant, pour comparer la fiscalité d'une province ou d'un pays à une autre, il faut absolument comparer le panier de services publics reçus en échange. Sinon, ce qu'on essaie de nous faire oublier, c'est qu'en retour de ce qu'on paie chaque année en impôts et taxes, on reçoit des services : santé, éducation, immatriculation, garderies, électricité, eau, autoroutes, transport en commun, pensions de vieillesse, etc.

Ces services publics ne sont pas du luxe : ils répondent à nos besoins pour vivre en société. Ils améliorent ou maintiennent nos conditions de vie, qui sont nos conditions de santé.

À chaque fois que le gouvernement baisse les impôts, il diminue sa capacité d'offrir ces services publics. Et quand le gouvernement coupe dans les services publics, la population est forcée de recourir au privé pour les obtenir ou de s'en priver.

Or, si ce n'est pas l'État qui s'occupe des services publics, nous paierons peut-être moins d'impôts, mais nous paierons des entreprises privées pour s'en occuper à sa place. Et leurs tarifs ne seront pas moins chers : on paiera plus de tarifs, plus « d'impôts privés ».

En 2007, la Chaire d'études socio-économiques de l'UQÀM montrait que :



- En 2005, la facture d'électricité annuelle pour une maison unifamiliale était de 1687\$ à Montréal, de 2943\$ en Ontario et de 5400\$ à New-York avec leur électricité toute privatisée;
- En 2006, il en coûtait au Québec annuellement 130\$ à la SAAQ, une société d'État, pour l'assurance/permis/immatriculations, contre 1123\$ en Ontario où ce service est privatisé;
- En 2007, aux États-Unis, une assurance médicale privée pour un adulte et deux enfants pouvait coûter 550\$ par mois, soit 6600\$ par année (l'hospitalisation est la première cause des faillites aux États-Unis).

Le récent conflit étudiant nous a permis d'apprendre que les droits de scolarité au Québec étaient de 2 168\$ en 2012, pendant qu'ils étaient de 6 312\$ aux États-Unis, et même de 12 008\$ au Vermont!

Les Américains paient sans doute moins d'impôts publics à l'État, mais ils doivent payer une fortune en « impôts privés » à des compagnies à qui on a privatisé de nombreux services publics.

Si on totalise les impôts publics et « privés » payés pour les services publics, les Québécois paient beaucoup moins d'impôts chaque année que les Américains.

C'est pour ça qu'on peut affirmer que le ministre Leitao nous ment quand il dit que : « Ce n'est pas nécessairement à l'État québécois de fournir des services [...] tous les scénarios, dont la privatisation, doivent être étudiés pour réaliser des économies ».

Une dernière chose : nos services publics ne sont pas gratuits. On les paie pour beaucoup par nos impôts. C'est cela qui permet à chacun d'utiliser les services en fonction de ses besoins, mais de les payer en fonction de sa capacité de payer, et non le contraire.

L'équité, ce n'est pas l'utilisation égale des services, mais leur financement selon la capacité de payer de chacun.

De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins : n'est-ce pas ça, l'équité?

L'utilisateur payeur n'est pas la solution.

Alors, le 50 ou 60 millions \$ des frais accessoires, ça doit être payé par les impôts publics, pas par des « impôts privés »!

Jacques Benoit
Coordonnateur

NOTE :

La Banque mondiale est une organisation dont les actionnaires sont ses 188 pays membres, représentés en général par les ministres des Finances ou du Développement. En 1997, la Banque mondiale publiait un rapport sur le développement dans le monde intitulé "L'État dans un monde en mutation". Ce rapport rendait compte des transformations de l'État dans ses pays membres, des transformations qui allaient dans le sens d'ouvrir au marché les services publics, de libéraliser les marchés publics.

Le rapport faisait état des moyens utilisés pour ouvrir les services publics au marché. On peut regrouper ces moyens sous 6 stratégies: LE DÉFAUT DE RESSOURCES, LA DÉCENTRALISATION-RÉGIONALISATION, LA DÉRÈGLEMENTATION, LA TARIFICATION, LA COMMUNAUTARISATION ET LA PRIVATISATION.

L'action du gouvernement Couillard se rattache aussi à ces 6 stratégies. Le classement de la revue de presse qui suit veut rendre compte de cette réalité.

DÉCENTRALISATION/RÉGIONALISATION :

Loi 10 modifiant le système de Santé et de Services Sociaux (et ses effets)

DIFFICILE DE JOINDRE LE CHU DE QUÉBEC: LE NOUVEAU SYSTÈME TÉLÉPHONIQUE A CONNU DES RATÉS AU COURS DE L'ÉTÉ - Plusieurs citoyens qui ont contacté le CHU de Québec au cours de l'été ont subi des délais frustrants en raison des ratés du nouveau système téléphonique qui ont perduré pendant près de huit semaines...

LA FIQ CONFIRME LES INQUIÉTUDES DES PROFESSIONNELS DE L'HÔPITAL DES MONTS - Récemment, des professionnels de la santé oeuvrant dans le nouveau CISSS-Gaspésie ont manifesté leurs inquiétudes et leur mécontentement suite à la réforme du ministre de la Santé, Gaétan Barrette. La Fédération interprofessionnelle de la Santé (FIQ) confirme avoir reçu les mêmes doléances et s'inquiète tout autant que ses membres de la situation actuelle...

CIUSSS: DOLBEAU-MISTASSINI EXIGE DE CHANGER LES NOMINATIONS - REPRÉSENTATION DE L'ANCIEN CSSS. C'est à l'unanimité et la rage au cœur que les élus municipaux de Dolbeau-Mistassini dénoncent la décision du ministre Gaétan Barrette de ne pas avoir nommé de représentants provenant de l'ancien CSSS Maria-Chapdelaine sur le c.a. du CIUSSS.

LE CLOU DANS LE CERCUEIL DES AGENCES RÉGIONALES: CENTRE INTÉGRÉ DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DES LAURENTIDES (CISSS) - Le ministre Gaétan Barrette a annoncé conjointement avec la ministre Lucie Brisebois la nomination des membres indépendants et des membres représentant les organismes du milieu de l'enseignement du conseil d'administration du CISSS des Laurentides...

LA MRC MARIA-CHAPDELAINÉ RÉCLAME UN REPRÉSENTANT AU CIUSSS - La MRC Maria-Chapdelaine réclame qu'un représentant des établissements de santé du secteur soit nommé au conseil d'administration du CIUSSS...

LE BLOC OPÉRATOIRE DE L'HÔPITAL DE DOLBEAU-MISTASSINI MENACÉ - Le maire de Dolbeau-Mistassini ne décolère pas, alors que l'hôpital du secteur risque de perdre la majorité des services offerts à son bloc opératoire...

DÉTRESSE CHEZ LES GESTIONNAIRES DU RÉSEAU DE LA SANTÉ - Les fonctionnaires du ministère de la Santé qui gèrent la réforme du réseau de la santé sur le terrain sont nombreux à vivre de la détresse psychologique, certains ayant même fait des tentatives de suicide, selon l'association qui les représente...

TARIFICATION :

UNE FAÇON DE PRIVATISER: TARIFER LES SERVICES PUBLICS - Dès les premiers moments d'un cours d'introduction à l'économie, le professeur s'évertue à montrer aux étudiants le rôle d'informateur et de coordonnateur des décisions individuelles que possède le système de prix. Au lieu d'être soumis à une autorité qui lui dicte ce qu'il peut faire, chaque agent possède la liberté de choix, tout en étant soumis à une contrainte budgétaire et au système de prix. En présence de droits de propriété bien définis et de forces concurrentielles suffisamment fortes, ce système indique la rareté relative de chaque produit et rend le décideur responsable de ses choix tout en privilégiant l'innovation ou l'expérimentation...

Frais accessoires :

FRAIS ACCESSOIRES: 113 CLINIQUES VISÉES PAR LA DEMANDE DE RECOURS COLLECTIF - Ce sont pas moins de 113 cliniques privées, dont huit à Québec, qui sont désormais concernées par la requête visant à obtenir l'autorisation d'exercer un recours collectif pour des frais facturés illégalement à des patients. Et c'est entre 100 millions \$ et 200 millions \$ que le gouvernement du Québec pourrait devoir rembourser...

585 \$, UNE COLOSCOPIE «À PERTE» AU PRIVÉ! - Cinq cent quatre-vingt-cinq dollars. C'est ce qu'a dû payer un patient de La Cité Médicale pour une coloscopie subie en mai 2014. Aujourd'hui, la clinique du 2600, boulevard Laurier n'offre plus ce service, notamment parce qu'elle «faisait ça à perte»...

Financement à l'activité :

QUATRE IDÉES DE L'IEDM POUR LA SANTÉ: 1- LE FINANCEMENT À L'ACTIVITÉ POUR LES HÔPITAUX (VIDÉO) -

L'Institut économique de Montréal (IEDM) a conçu un court documentaire présentant quatre propositions destinées à réformer le système de santé québécois. Le Huffington Post Québec présente ici une série de quatre capsules, chacune accompagnée des commentaires de Yanick Labrie, économiste à l'IEDM, ainsi que de Guillaume Hébert, chercheur à l'IRIS, qui opposent ainsi leurs visions du système de santé québécois...

SANTÉ : LA LOI DU MARCHÉ - Longtemps érigé en modèle, le système de santé est aujourd'hui au bord de l'asphyxie. En 2014, le trou de la sécurité sociale a atteint plus de 11 milliards d'euros, 2 milliards de plus que prévu. En 15 ans, la dette des hôpitaux publics a été multipliée par trois...

DÉRÈGLEMENTATION :

Lobbyisme :

IMPLICATION AVEC L'INDUSTRIE ÉNERGÉTIQUE: LE COPRÉSIDENT DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE DE TRUDEAU

SE RETIRE - Le coprésident de la campagne électorale de Justin Trudeau, Daniel Gagnier, a démissionné mercredi soir à la suite d'accusations de lobbyisme lancées contre lui par le NPD...

Projet de loi 56 sur le lobbyisme :

LA NOUVELLE LOI SUR LE LOBBYISME: UNE RÉFORME NÉCESSAIRE - Le gouvernement du Québec a présenté, le 12 juin 2015, le projet de loi 56, Loi sur la transparence en matière de lobbyisme. Plus de douze ans après l'adoption de la première loi encadrant le lobbyisme au Québec, cette réforme était devenue nécessaire.

LE GOUVERNEMENT COUILLARD RÉITÈRE SA CONFIANCE ENVERS DAN GAGNIER - La controverse entourant Daniel Gagnier n'inquiète pas le gouvernement Couillard, qui n'a pas l'intention de le dégommer de son poste de négociateur du Québec auprès des Cris...

PRIVATISATION (sous-traitance et services privés) :

DES ÉDUCATRICES DÉNONCENT LA CROISSANCE DU PRIVÉ - Réunies à Laval pour le Conseil fédéral, les représentantes de la Fédération des intervenantes en petite enfance (FIPEQ-CSQ) ont manifesté, ce midi, pour sensibiliser les parents à l'importance de choisir un service de garde reconnu, régi et subventionné...

ANNONCE DU PROJET IMPACT COLLECTIF (PIC) PAR CENTRAIDE DU GRAND MONTRÉAL : UNE PRIVATISATION DE LA LUTTE À LA PAUVRETÉ QUI INQUIÈTE DANS LE MILIEU COMMUNAUTAIRE. - Plusieurs organisations communautaires et syndicales réagissent à l'annonce de Centraide du grand Montréal faite ce matin à la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. Le PIC est un tout nouveau consortium sous l'égide de Centraide et regroupant cinq autres fondations privées, désirant investir 17 millions \$ sur cinq ans dans le développement social dans différents quartiers de Montréal. Ces fondations sont la Fondation Lucie et André Chagnon, la Fondation Dollar d'argent, la Fondation du Grand Montréal, la Fondation de la famille J.W. McConnell et la Fondation Mirella & Lino Saputo...

DÉFAUT DE RESSOURCES :

PLUS DE 50 % DES INFIRMIÈRES TRAVAILLENT À TEMPS PARTIEL: CES TRAVAILLEUSES DE LA SANTÉ SONT SOUS-UTILISÉES, SELON LEUR ORDRE PROFESSIONNEL - Alors qu'il manque plus de 2000 infirmières dans le réseau de la santé et que les hôpitaux débordent, 53 % du personnel infirmier travaille à temps partiel...

Coupures, compressions :

COITEUX N'EST PAS CAPABLE DE JUSTIFIER LA COUPURE DE 8 % À SEPT-ÎLES ET PORT-CARTIER ! - Après l'excellente manifestation qui a regroupé plus de 150 000 personnes samedi dernier, je suis retourné à Québec pour rencontrer des représentants du Syndicat des techniciens et professionnels de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord-CSN qui ont installé une vigile devant l'Assemblée nationale cette semaine...

DOLBEAU-MISTASSINI : LE SERVICE DE CHIRURGIE MENACÉ SELON LE SYNDICAT - Le service de chirurgie de l'hôpital de Dolbeau-Mistassini serait menacé par les coupes de 18 millions de dollars dans le réseau régional de la santé...

Résistance et riposte :

OUTILS DE CAMPAGNE – De la Coalition CHU SANS PPP.

ÉCOLES ET HÔPITAUX EN GRÈVE - Les travailleurs de la santé et de l'éducation augmenteront la pression sur le gouvernement le 26 octobre prochain alors qu'une première journée de grève est prévue...

DE MEILLEURS SERVICES PENDANT LA GRÈVE: LES SYNDIQUÉS DE LA CITÉ-DE-LA-SANTÉ VEULENT MONTRER À QUOI RESSEMBLENT DES SERVICES DE QUALITÉ - Plutôt que de déclencher une grève qui va affecter les patients, des employés de l'Hôpital de la Cité-de-la-santé de Laval ont décidé d'ajouter du personnel pour montrer aux patients ce à quoi ressemblent des services de qualité...

LES INFIRMIÈRES OBTIENNENT UNE CONCESSION DE 100 MILLIONS \$ DES LIBÉRAUX - Le gouvernement du Québec a renoncé à son intention d'abolir les primes majorées pour les travailleurs du secteur de la santé, notamment les infirmières. Ces primes sont accordées à ceux qui travaillent le soir et la nuit, de même qu'à ceux qui travaillent dans le secteur des soins critiques...

ACTION DU FRONT COMMUN: DES MANIFESTANTS OCCUPENT LE REZ-DE-CHAUSSÉE DE LA TOUR KPMG - Plusieurs dizaines de militants du Front commun ont occupé mercredi matin le rez-de-chaussée de la Tour KPMG, au centre-ville de Montréal...

«PERTURBATIONS SOCIOÉCONOMIQUES»: LE FRONT COMMUN MANIFESTE CHEZ KPMG - Le front commun des secteurs public et parapublic avait prévenu qu'avant de commencer son mouvement de journées de grève, il tiendrait des «activités de perturbations socioéconomiques». Et c'est ce qu'il a fait au centre-ville de Montréal à compter de 8h30 mercredi matin...

Élections fédérales :

ÉLECTIONS ET LIBRE-ÉCHANGE : LES ENGAGEMENTS DES PARTIS POLITIQUES, suite aux questions du RQIC...

COMMUNIQUÉ : LES ENGAGEMENTS DES PARTIS POLITIQUES FACE AU LIBRE-ÉCHANGE

ÉVALUATION DES PARTIS PAR LES INFIRMIÈRES MEMBRES DE LA FCSII : LA PLATEFORME DU PARTI CONSERVATEUR RELATIVE AUX SOINS DE SANTÉ EST UN ÉCHEC TOTAL - Les infirmières et les infirmiers du Canada ont publié une évaluation des engagements, faits par les partis pendant toute la période électorale, et ciblant les soins de santé...

ÉLECTIONS ET MÉDICAMENTS: BILAN DE CAMPAGNE - La campagne électorale tire à sa fin et, bien que cet enjeu ait été peu relayé dans les médias, la question des médicaments a été abordée par l'ensemble des partis. Le Canada et les États-Unis sont les deux seuls pays de l'OCDE qui n'offrent pas une couverture publique pour permettre l'accès aux médicaments prescrits pour l'ensemble de la population. La fragmentation des régimes d'assurance médicaments entre régimes privés et régimes publics provinciaux a conduit à un système incohérent où dominant le gaspillage et le jeu des intérêts des entreprises...

REMÈDES FÉDÉRAUX - Même si la santé relève des provinces, qui fournissent la majorité des soins, Ottawa a des responsabilités importantes en la matière. Voici trois dossiers dont le prochain gouvernement, quel qu'il soit, devra s'occuper en priorité...



Environnement :

UN VILLAGE D'ÉCO-INVENTEURS, POUR DÉVELOPPER DES OUTILS LIBRES AU SERVICE DE L'ÉCOLOGIE ET DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL - Une éolienne en kit à moins de vingt euros, une douche qui recycle l'eau en boucle, un tracteur à pédales, un filtre antibactérien qui rend l'eau potable... Le point commun entre ces projets sociaux et écologiques ? L'open source. Des outils sans brevets, donc librement diffusables et appropriables par tous, à moindre coûts. Dans les Yvelines, des jeunes ont passé cinq semaines à développer des projets innovants, qui pourraient révolutionner nos manières de travailler, produire ou consommer. Rencontre avec ces makers qui veulent changer le monde...

Conditions de vie et de santé :

ÉDUCATION SEXUELLE: LE PROGRAMME DÉVOILÉ, DES QUESTIONS SOULEVÉES - C'est ce mois-ci qu'est implanté le projet-pilote d'éducation sexuelle dans 15 écoles du Québec (12 écoles publiques, trois écoles privées), qui s'étendra sur deux ans. Le ministère de l'Éducation vient de dévoiler ce que le programme contient. Aperçu et réactions...

Santé mentale :

INVESTIR DANS LES SOINS DE L'ÂME - POUR CHAQUE DOLLAR INVESTI, UNE ENTREPRISE ÉCONOMISERAIT ENTRE 6 ET 10\$ - Malgré les campagnes de sensibilisation, la santé mentale demeure un tabou dans l'industrie financière, et les investisseurs devraient inciter les sociétés à mieux divulguer leurs pratiques, car il s'agit d'un élément crucial à la vitalité d'une organisation...

LES PSYCHIATRES CROIENT QUE QUÉBEC LAISSE TOMBER LES PATIENTS - Le nouveau Plan d'action en santé mentale du gouvernement ne comprend «que des vœux pieux et aucune mesure concrète» pour aider les personnes souffrant de maladie mentale, dénonce l'Association des médecins psychiatres du Québec (AMPQ)... **(à la fin du Bull'Info)**

PLAN D'ACTION EN SANTÉ MENTALE 2015-2020: UN ÉNORME SENTIMENT DE DÉCEPTION - En plus d'un énorme sentiment de déception, c'est l'image d'un gâteau brûlé n'ayant pas levé qui m'est venue en tête, en écoutant le ministre Gaétan Barrette énoncer les grandes lignes du Plan d'action en santé mentale (PASM) 2015-2020. Et aussi, la désagréable

impression d'entendre un politicien qui parle outrageusement des deux coins de la bouche et qui ne fait même plus de mystère de sa volonté déchaînée de privatiser le réseau. À preuve, les frais accessoires en faveur des cliniques privées (50 millions de dollars), une brèche majeure qui pourrait couler tout le système...

LA SOCIALISATION EN PERSONNE LUTTE CONTRE LA DÉPRESSION CHEZ LES ÂÎNÉS - Les aînés qui rencontrent en personne des proches et des amis sont moins susceptibles de souffrir de dépression que ceux qui communiquent avec eux par courriel ou au téléphone, démontre une nouvelle étude...

SANTÉ MENTALE : UNE MANIFESTATION POUR LES APPROCHES ALTERNATIVES - Pour souligner la Journée mondiale de la santé mentale, plusieurs organismes de défense de patients ont manifesté samedi à Montréal pour rappeler l'importance des ressources alternatives dans ce domaine et défendre le droit des patients à refuser certains traitements. La manifestation survient au lendemain du dépôt du Plan d'action en santé mentale 2015-2020 du gouvernement du Québec...

FAIRE MIEUX EN SANTÉ MENTALE - «Faire ensemble et autrement.» C'est le titre du plan d'action en santé mentale qu'a enfin présenté vendredi le ministre de la Santé et des Services sociaux, Gaétan Barrette, pour remplacer celui échu depuis cinq ans. Les réactions négatives qu'il suscite font craindre que la petite révolution tant souhaitée dans le domaine, parent pauvre du réseau, ne soit pas encore au rendez-vous. Les besoins sont si grands que «Faire ensemble et autrement» devrait pourtant se traduire par «faire mieux»...

LE CHU SAINTE-JUSTINE ANNONCE LA CRÉATION D'UN PROGRAMME NOVATEUR DE DÉPISTAGE ET D'INTERVENTION PRÉCOCES DE LA MALADIE MENTALE EN MILIEU SCOLAIRE - Grâce à un don exemplaire de deux millions de dollars offert par RBC Banque Royale, le CHU Sainte-Justine peut maintenant ériger les premières assises de son programme de prévention de la maladie mentale en milieu scolaire. Basé sur un modèle éprouvé dans plusieurs pays, ce programme novateur sera déployé dans une trentaine d'écoles secondaires de la grande région de Montréal. Il vise à dépister et à intervenir en amont de la maladie mentale chez les adolescents entre 12 et 18 ans, directement dans leur milieu de vie, permettant ainsi de réduire l'impact de la maladie à long terme...

Femmes :

« FEMMES ET PAUVRETÉ », OUTIL DE SENSIBILISATION du Collectif pour un Québec sans pauvreté, produit dans le cadre de la Marche mondiale des Femmes.

RÉFÉRENCES DU DOCUMENT « FEMMES ET PAUVRETÉ »

Organisation des soins et services :

ALIMENTS GASPILLÉS AU CHU DE QUÉBEC: CHAQUE JOUR, DES LITRES DE NOURRITURE ENCORE COMESTIBLE VONT AUX POUBELLES - Alors que des citoyens peinent à remplir leur panier d'épicerie, des hôpitaux de Québec jettent chaque jour des quantités appréciables d'aliments encore très comestibles, dénoncent des travailleurs du CHU de Québec...

LE TRANSPORT AMBULANCIER EST GRATUIT POUR LES 65 ANS ET PLUS : VRAI ET FAUX - Par: Le Protecteur du citoyen - À certaines conditions, les personnes de 65 ans et plus ne doivent pas payer la facture...

COINCÉE À L'HÔPITAL FAUTE DE SOINS À DOMICILE - La petite Valeria Ocampo est née le 13 décembre 2014 avec une maladie rare qui entraîne une détresse respiratoire lorsqu'elle dort. Malgré tout, elle est prête à retourner à la maison depuis le mois de mars. Mais parce que le réseau de la santé est incapable de lui fournir des soins à domicile, la petite est coincée aux soins intensifs de l'Hôpital de Montréal pour enfants...

Ailleurs dans le monde :

POUR QUEL SPÉCIALISTE FAUT-IL ATTENDRE LE PLUS LONGTEMPS AVANT UN RENDEZ-VOUS ? - Quels sont les médecins spécialistes les plus inaccessibles ? Une étude fait le point sur les délais d'attente pour une consultation et met en lumière les disparités d'accès à ces médecins qui nous font languir...

Services sociaux :

CURATEUR PUBLIC: DES USAGERS SERONT VUS TOUS LES 24 MOIS - «EXIT» LES VISITES ANNUELLES POUR TOUS. L'INSTITUTION VA MODULER SES VISITES SELON UNE APPROCHE PERSONNALISÉE QUI NE FAIT PAS L'UNANIMITÉ. - Le Curateur public n'effectuera plus de visite annuelle systématique à ses pupilles, a appris Le Devoir. Il espacera plutôt ses rencontres, pouvant aller jusqu'à une visite tous les deux ans. Cette « modulation des visites » est décriée par les groupes de défense des usagers, qui y voient une façon déguisée de faire des économies sur le dos des plus vulnérables, mais le Curateur public soutient qu'il s'agit plutôt d'une façon de « personnaliser » son approche...

Médicaments :

ÉLECTIONS ET MÉDICAMENTS: BILAN DE CAMPAGNE - La campagne électorale tire à sa fin et, bien que cet enjeu ait été peu relayé dans les médias, la question des médicaments a été abordée par l'ensemble des partis. Le Canada et les États-Unis sont les deux seuls pays de l'OCDE qui n'offrent pas une couverture publique pour permettre l'accès aux médicaments prescrits pour l'ensemble de la population. La fragmentation des régimes d'assurance médicaments entre régimes privés et régimes publics provinciaux a conduit à un système incohérent où dominant le gaspillage et le jeu des intérêts des entreprises...

Paradis fiscaux :

PARADIS FISCAUX 2.0: TOUT SAVOIR SUR LES PARADIS FISCAUX, LES SOCIÉTÉS OFFSHORE, L'EXIL FISCAL ET L'ENFER FISCAL. - La liste complète des Paradis Fiscaux...

FEU VERT AU PLAN DE LUTTE CONTRE L'ÉVITEMENT FISCAL: LES CHEFS D'ÉTAT DU G20 ENTÉRINERONT LE MÉCANISME QUI LEUR PERMETTRA DE RÉCUPÉRER 240 MILLIARDS PAR AN - Les grandes puissances du G20 ont donné vendredi à Lima leur feu vert à un plan d'action pour mettre au pas les multinationales fuyant l'impôt et récupérer des recettes fiscales cruciales dans ces temps de croissance fragile...

Richesse :

LA MOITIÉ DE LA RICHESSE MONDIALE DÉTENUE PAR 1 % DE LA POPULATION - La moitié de la richesse sur la planète est détenue par 1 % de sa population. La banque Crédit Suisse évalue que ce seuil symbolique a été franchi cette année...

A NEW YORK, LES RICHES VIVENT 11 ANS DE PLUS QUE LES PAUVRES - New York est une ville aux inégalités parfois vertigineuses, et les habitants d'un quartier très pauvre de Brooklyn y vivent 11 ans de moins en moyenne que ceux vivant près de Wall Street, selon des statistiques publiées mercredi...

Libre-échange :

PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE: CE QUE STEPHEN HARPER NE VOUS A PAS DIT (SUR L'AGRICULTURE) - En annonçant l'accord de libre-échange sur le Partenariat transpacifique (PTP) le 5 octobre dernier, Stephen Harper n'a pas dit toute la vérité. En fait, comme il en a l'habitude, il a caché la réalité aux Canadiens. Je m'engage donc à rétablir les faits...

TRÈS LARGE MOBILISATION EN ALLEMAGNE CONTRE LES TRAITÉS DE LIBRE-ÉCHANGE - C'est la plus grosse manifestation à Berlin depuis des années. Samedi 10 octobre, la police de la capitale allemande a compté 150 000 manifestants dans les rues de la ville. Ils défilaient contre les traités de libre-échange Tafta, entre l'Europe et les États-Unis, et Ceta, avec le Canada (voir notre dossier sur ces sujets). Selon les organisateurs, la manifestation a réuni 250 000 personnes. Elles demandaient l'arrêt des négociations sur le Tafta et la suspension du Ceta...

PARTENARIAT TRANSPACIFIQUE: L'ENTENTE A ÉTÉ SURVENDUE - Depuis novembre 2011, le Canada participe aux négociations visant la conclusion du Partenariat transpacifique (PTP), un méga accord commercial régional entre pays riverains du Pacifique, dont les négociations ont abouti sur un accord de principe le 5 octobre dernier, qui a été signé par les douze parties. Selon le chercheur Alexandre L. Maltais, « il est peu probable que le PTP soit un nouvel Eldorado pour les entreprises québécoises puisque l'implication du gouvernement du Canada était d'abord motivée par des objectifs

politiques et stratégiques. En effet, les intérêts strictement commerciaux et l'impact économique de l'entrée en vigueur du PTP, à court terme, sont largement surestimés pour les entreprises québécoises »...

Opinion publique, démocratie :

LES LUCIDES 10 ANS PLUS TARD: MISE À JOUR - INSTITUT DES GÉNÉRATIONS en partenariat avec LES AFFAIRES...

LUCIDES 10 ANS PLUS TARD: TOUJOURS SOLIDAIRES, MAIS PLUS INQUIETS - Ils se disaient solidaires il y a 10 ans, et ils le sont encore plus aujourd'hui. Dix années, une crise financière majeure et quatre élections générales n'ont pas changé les convictions des Québécois, qui se considèrent encore majoritairement comme plus solidaires que lucides...

LUCIDES 10 ANS PLUS TARD: DE LENTS CHANGEMENTS AU PAYS DES SOLIDAIRES - Le Québec est plus à gauche. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les Québécois eux-mêmes. Sept Québécois sur dix affirment se sentir plus près des solidaires que des lucides, selon un sondage CROP réalisé à la demande de La Presse...

ETATS-UNIS. LES 158 RICHISSIMES FAMILLES QUI "ÉLISENT" LE PRÉSIDENT - C'est l'histoire d'une puissante concentration de richesse : d'après une enquête du New York Times, seulement 158 familles financent près de la moitié de l'élection présidentielle américaine...

La liste des 158 familles et leurs « dons » électoraux...

Aussi :

- **INFO-AUSTÉRITÉ: Le secteur public, bientôt en grève, partout au Québec!**
- **RIOCM : LES ANNONCES DE LA SEMAINE - 15 OCTOBRE**

<http://www.cssante.com/sites/www.cssante.com/files/arretez.png>



ARRÊTEZ!

LES PSYCHIATRES CROIENT QUE QUÉBEC LAISSE TOMBER LES PATIENTS

La Presse 14 Oct 2015

Le nouveau Plan d'action en santé mentale du gouvernement ne comprend «que des vœux pieux et aucune mesure concrète» pour aider les personnes souffrant de maladie mentale, dénonce l'Association des médecins psychiatres du Québec (AMPQ).

«Hier, j'étais avec un patient qui est hospitalisé depuis 500 jours. Il attend une place en hébergement adapté. En attendant, il reste à l'hôpital. Et dans le nouveau plan, rien n'est proposé pour régler ce genre de situation», déplore la DreKarine Igartua, présidente de l'AMPQ.

Le nouveau Plan d'action en santé mentale du gouvernement était attendu depuis longtemps, puisque le dernier avait pris fin en 2010. Vendredi, le ministre de la Santé Gaétan Barrette a déposé son nouveau plan 2015-2020, qui prévoit des investissements de 70 millions. Des efforts seront notamment faits pour assurer un meilleur suivi auprès des adolescents qui, trop souvent, se retrouvent laissés pour compte lorsqu'ils arrivent à l'âge adulte.

« On formule des vœux pieux. On renvoie cette responsabilité dans les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS). Mais on ne propose rien de concret et, en même temps, on coupe les budgets», déplore la DreIgartua. Selon elle, des mesures auraient dû être prises pour favoriser la création de ressources d'hébergement. «On doit dégorger les lits de soins actifs rapidement. Ces lits coûtent 100 000\$ par année», dit-elle.

Au cabinet du ministre Barrette, on réplique que le Plan d'action veut favoriser le «suivi intensif dans le milieu». «Cette approche permet d'éviter l'hospitalisation à long terme ou les retours à l'urgence, car c'est la communauté qui épaulé la personne dans son rétablissement: ses proches, les organisations d'aide et groupes communautaires ont un important rôle de soutien à jouer, dans le suivi des traitements, l'évitement des rechutes, etc. Nous croyons que cette approche est la plus appropriée pour une prise en charge à long terme», explique Joanne Beauvais, attachée de presse du ministre.